



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 2/05/2024

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOENERGIE-VIHIERS (SAS)

La Poitevineière

VIHIERS

49310 LYS-HAUT-LAYON

Références : 2024_04_12 RapportInspection SAS BIOENERGIE-VIHIERS

Code AIOT : 0006307440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2024 dans l'établissement BIOENERGIE-VIHIERS (SAS) implanté La Poitevineière - VIHIERS - 49310 LYS-HAUT-LAYON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été effectué suite à la réception d'une plainte écrite adressée à nos services.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOENERGIE-VIHIERS (SAS)
- La Poitevineière - VIHIERS - 49310 LYS-HAUT-LAYON
- Code AIOT : 0006307440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOENERGIE-VIHIERS est une unité de méthanisation collective (agriculteurs) qui relève du régime de l'autorisation et qui dispose d'un plan d'épandage autorisé.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif,

mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	épandage digestat	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 48	Demande d'action corrective	1 jour
2	épandage programme nitrates	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 48-1	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La pratique d'épandage a été réalisée sur une parcelle absente du plan d'épandage et sur une surface en herbe non cultivée.

Cet épandage a été réalisé à la demande de la commune pour apporter de la matière organique sur une ancienne friche industrielle en cours de réhabilitation (parc paysager en projet).

L'épandage de digestat est interdit sur un îlot non autorisé et sur un îlot non cultivé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : épandage digestat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 48
Thème(s) : Autre, épandage

Prescription contrôlée : Registre de sortie, plan d'épandage.

L'exploitant tient à jour un registre des déchets ou matières sortantes mentionnant :

- la nature du déchet ou de la matière ;
- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, le cas échéant ;
- la date de chaque enlèvement ;
- les masses ou volumes et caractéristiques correspondantes ;
- le type de traitement prévu : épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...);
- le destinataire.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle en charge des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural et de la pêche maritime.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie du digestat pour les installations visées par ce texte.

Seul le digestat présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et dont l'application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques peut être épandu.

Si le digestat est destiné à l'épandage sur terres agricoles sans être mis sur le marché en tant que matière fertilisante, il fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées ci-après, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. L'épandage est alors effectué par un dispositif permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.

a) Dans le cas d'une unité de méthanisation ne traitant que des effluents d'élevage et des matières végétales brutes issus d'une seule exploitation agricole, les conditions d'épandage du digestat sont celles prévues par la réglementation qui s'applique à cette exploitation. Le plan d'épandage initial doit être mis à jour pour tenir compte du changement de nature de l'effluent.

b) Dans le cas d'une unité de méthanisation relevant de la rubrique 2781-1 de la nomenclature des installations classées, le plan d'épandage respecte les conditions visées à la section IV " Epandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié, à l'exception des prescriptions suivantes :

- l'analyse des sols figurant au 7° de l'article 38 et portant sur les paramètres mentionnés au tableau 2 de l'annexe VII a ;
- la distance aux habitations mentionnée au tableau 4 de l'annexe VII b, réduite à 15 m en cas d'enfouissement direct du digestat ;
- les interdictions d'épandage figurant au 2° du I de l'article 39-I ;
- l'analyse des sols figurant au I et au 4° du II de l'article 41 ;
- la fixation dans l'arrêté d'autorisation des teneurs maximales en éléments et substances indésirables présents dans les effluents ou déchets et de la quantité maximale annuelle d'éléments et substances indésirables épandus à l'hectare, figurant à l'article 42.

c) Dans le cas d'une unité de méthanisation traitant des boues d'épuration des eaux usées domestiques, le plan d'épandage respecte les conditions visées dans l'arrêté du 8 janvier 1998.

d) Dans le cas d'une autre unité de méthanisation relevant de la rubrique 2781-2 de la nomenclature des installations classées, le plan d'épandage respecte les conditions visées à la section IV " Epandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé.

Constats :

L'épandage du lundi 8 avril 2024 a été effectué par la CUMA BIOLYS sur une parcelle communale en herbe. Cette surface est constituée de quatre parcelles cadastrales (n° 1140, 1176, 0014 et 0082) représentant environ 14 000 m² et elle est consécutive au démantèlement complet de l'abattoir des Ets BANCHEREAU.

La parcelle est en herbe et il est envisagé la création d'un parc paysager par la commune.

L'épandage a été effectué à la demande de la commune pour apporter de la matière organique aux

futures plantations. Cet îlot n'apparaît pas dans le plan d'épandage autorisé par l'arrêté préfectoral ; il est par conséquent interdit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 2 : épandage programme nitrates

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 48-1
Thème(s) : Autre, épandage
<p>Prescription contrôlée : Dans les zones vulnérables, délimitées en application des articles R.211-75 à R.211-78 du Code de l'environnement, les dispositions fixées par les programmes d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévus aux articles R.211-80 à R.211-83 du Code de l'environnement sont applicables à l'installation.</p>
<p>Constats : L'îlot est en herbe (friche industrielle en cours de réhabilitation), toutefois comme il n'y a aucune récolte ou aucun pâturage, celui-ci est considéré comme un sol non cultivé. La définition précise est présente au m) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié (programme national nitrates). Le chapitre I de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié (programme national nitrate) détermine le calendrier national des interdictions d'épandage en fonction des cultures et des types d'effluents. La première ligne du tableau indique l'impossibilité d'épandage toute l'année et ceci quel que soit le type d'effluents dans la mesure où l'occupation du sol est " sols non cultivés". La pratique constatée est interdite. Le volume épandu a été de 42 m³ sur 1,4 ha soit 30 m³ par hectare (confirmation par la CUMA le 16/04/2024). Le volume épandu est en cohérence avec les pratiques agronomiques effectuées sur les surfaces agricoles, malgré l'absence de calcul de la dose à apporter. Les conditions d'épandage fixées au chapitre VI de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié (programme national nitrates) détermine au point 3 l'interdiction d'épandage sur sol détrempé ou inondé. La station météorologique de Maine et Loire indique des précipitations importantes en février et en mars (environ 88 mm pour une moyenne d'environ 54 mm) et un total de 31,1 mm entre le 1^{er} avril et le jour de l'épandage. La nature des sols permet un ressuyage rapide et la pluviométrie de la veille a été de 5 mm. L'épandage a été réalisé sur un sol non inondé et non détrempé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour